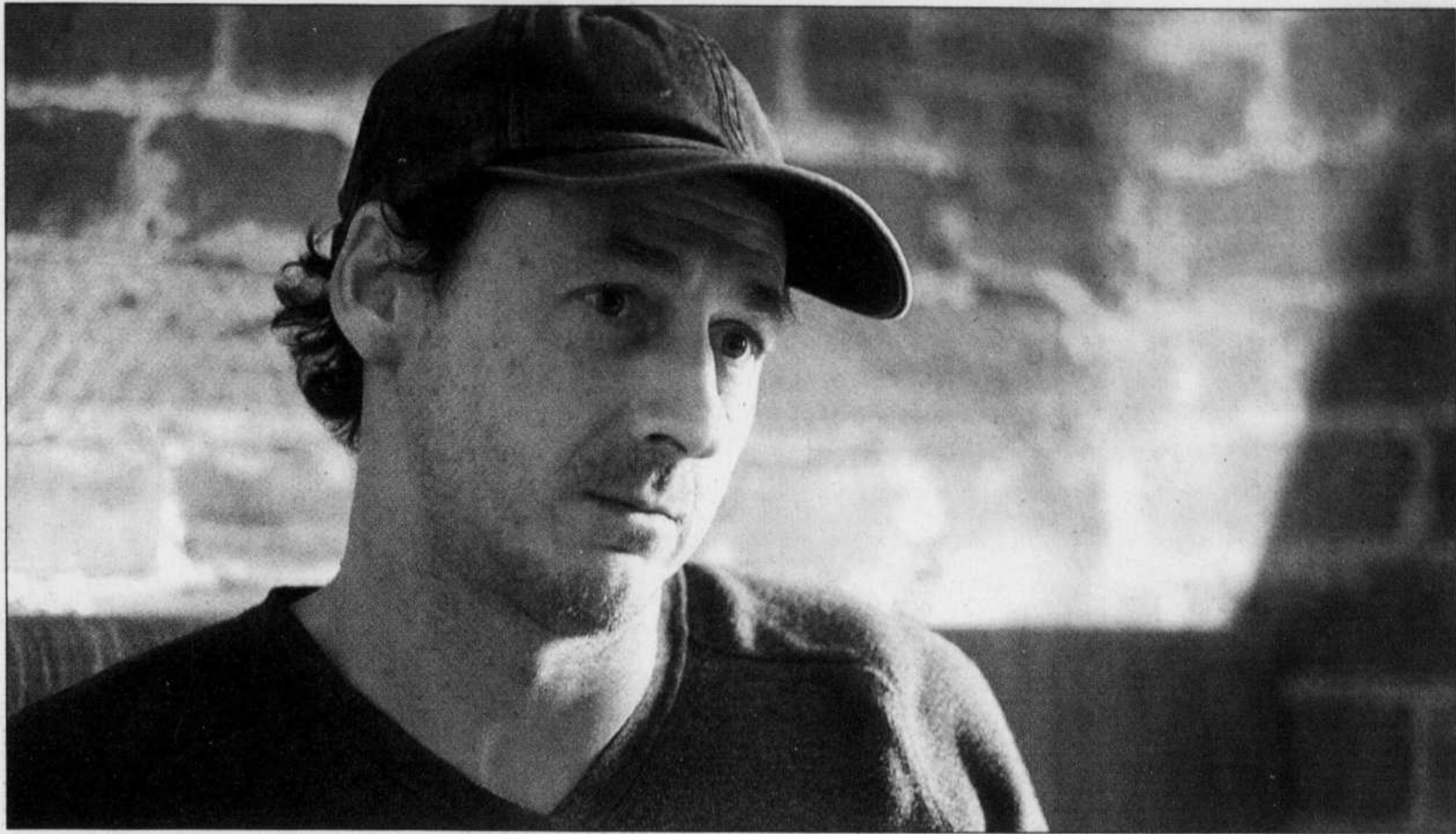




LE DEVOIR



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le comédien Luc Picard lançait hier en compétition au FIFM son premier long métrage, *L'Audition*, dont il est l'homme-orchestre.

Entre l'enfant et l'acteur

Luc Picard scénarise, réalise et interprète *L'Audition*

ODILE TREMBLAY

C'est au bien nommé *Café Confusion*, en cette première édition d'un FIFM voguant dans son brouillard, que les journalistes ont rencontré hier Luc Picard. Le comédien québécois lance son premier long métrage en compétition, désolé que ce festival de cinéma ne soit guère plus fringant, mais bah! Philosophe, il estime que le climat morose ne changera pas grand-chose pour son film, qui sort sur nos écrans deux semaines plus tard. Vrai! *L'Audition* est

très attendu et son visionnement de presse fut plus couru que bien des représentations en salles...

Il vous dira que le film a poussé de façon organique, comme une plante. Une lettre écrite pour son fils nouveau-né dans une période de vie professionnellement creuse a germé. Cette missive, l'enfant devait la lire plus tard, mais elle s'est transformée, devenant scénario, puis film, quand le projet a intéressé Cité-Amérique. «*Tu plantes une graine et à chaque fois que tu écris une scène, elle pousse, elle se développe.*» Devenir père l'a emmené à deve-

nir cinéaste. Un enchaînement. Mais y a-t-il de vrais hasards?

Dans *L'Audition*, il sera beaucoup question du métier d'acteur, de l'enfance aussi. Forcément. Le comédien d'*Octobre* et de *La Femme qui boit*, l'interprète de *Michel Chartrand* et du méchant gourou Moïse, chouchou du public québécois, s'est aventuré dans

VOIR PAGE A 8: PICARD

■ Autres textes en page B 6

Boisclair se tait et reste

ROBERT DUTRISAC
KATHLEEN LÉVESQUE

André Boisclair a refusé, hier, d'apporter des précisions sur son passé de consommation de cocaïne tout en confirmant qu'il restait dans la course à la direction du Parti québécois.

Pressé de questions par les journalistes à son entrée au Cégep de Sainte-Foy où il devait prendre la parole, André Boisclair a soutenu qu'il avait répondu à toutes les questions lundi lors de son point de presse au cours duquel il avait avoué qu'il avait, «à quelques reprises», consommé de la cocaïne. «*Je veux vous dire que, pour moi, j'ai répondu à l'ensemble des questions qui m'avaient été posées. Je l'ai fait dans le calme, dans la sérénité.*», a-t-il lancé d'un air tendu, voire excédé.

Se sentant bousculé par les journalistes au cours de ce point de presse d'hier, M. Boisclair a même perdu patience. «*Mon niveau de stress est assez élevé. Je n'ai pas besoin de ces agressions physiques que vous me faites subir. Je suis à mener une campagne agréable.*», a-t-il affirmé, les traits crispés.

Cette campagne, il a l'intention de la poursuivre dans «*la sérénité*», réitérant qu'il est en pleine possession de ses moyens. «*J'ai hâte que nous puissions continuer cette campagne sur le fond des choses, sur les idées.*», a dit le candidat qui voudrait bien que cette histoire de coke soit derrière lui, enterrée, à tout le moins tue.

M. Boisclair et les huit autres candidats à la succession de Bernard Landry doivent participer au premier débat officiel de la course qui se déroulera à Sherbrooke ce soir sur le thème de la solidarité et

VOIR PAGE A 8: BOISCLAIR

INDEX

Annonces.....	B 4	Éditorial.....	A 6
Avis publics.....	C 8	Idées.....	A 7
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 8
Carrières.....	C 6	Monde.....	B 1
Culture.....	B 4	Mots croisés.....	C 8
Décès.....	B 4	Sports.....	C 8
Économie.....	C 1	Sudoku.....	C 8

Le chasseur de nazis

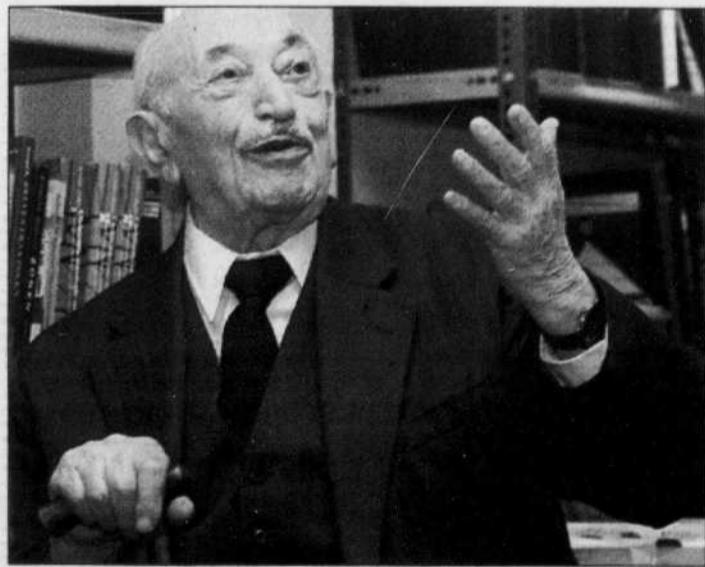
Mort de Simon Wiesenthal,
«l'homme mémoire» de l'Holocauste

Rescapé des camps, il avait passé le reste de sa vie à traquer les criminels nazis. Il avait notamment retrouvé Adolf Eichmann. «*Son moteur, c'était sa conscience, sa force intérieure et cette incroyable volonté de justice.*», témoigne un historien ayant travaillé avec lui. Il est mort hier dans son domicile viennois à l'âge de 96 ans.

«*Survivre est un privilège qui engendre des obligations.*», écrivait-il dans ses mémoires. Simon Wiesenthal a passé sa vie à remplir ces obligations-là. Depuis le 5 mai 1945, quand il sort décharné des camps d'extermination, ce Juif né en Ukraine a chassé les criminels nazis «*pour la justice, pas la vengeance.*». Sa mère et des dizaines de membres de sa famille et de celle de sa femme ont péri dans les chambres à gaz.

Architecte avant la guerre, Wiesenthal devient chasseur professionnel d'anciens nazis, installé à Vienne où il établit son centre de documentation juive. Grâce à son réseau d'informateurs, il localise Adolf Eichmann avant les services secrets israéliens. Le chef du département des affaires juives de la Gestapo et grand ordonnateur de la «*solution finale*» se cache sous un faux nom à Buenos Aires. Quelques années plus tard, Eichmann est enlevé par un commando israélien et jugé à Jérusalem, puis condamné à mort pour crimes contre l'humanité.

Le tableau de chasse de l'ancien prisonnier de Mathausen compte d'autres célébrités: Karl Silberbauer, l'officier allemand qui arrêta la jeune Anne Frank, Frank Stangl, le commandant des camps de concentration de Treblinka et Sobibor, et Hermine Brausteiner, responsable de l'assassinat de certains d'enfants à Majdanek. Et quelque 1100 criminels anonymes, arrêtés puis jugés grâce à son travail de fourmi. Des années à accumuler des preuves, à vérifier des informations et à monter des dossiers judiciaires avec trois collaborateurs et une pugnacité à toute



HEINZ PETER-BADER REUTERS

Simon Wiesenthal, l'ancien prisonnier des camps d'extermination devenu chasseur de nazis. Il avait, à la fin de sa vie, la conscience du devoir accompli.

épreuve pour retrouver des dignitaires du III^e Reich confortablement rangés dans les dictatures d'Amérique latine ou d'ailleurs.

Il se définissait lui-même d'abord comme «*un survivant.*». Le plus célèbre des chasseurs de nazis a toujours rappelé que «*le privilège d'avoir réchappé des camps d'extermination impliquait un devoir*» envers toutes les victimes de la Shoah et en ce qui concerne les autres crimes du III^e Reich. «*Je suis un croyant et je m'imagine dans l'autre monde face à tous les Juifs morts dans les camps et je pourrai leur dire que je ne les ai pas oubliés.*», a-t-il confié autrefois dans une entrevue donnée au *New York Times Magazine*. C'était en 1964, deux ans après le procès et l'exécution

en Israël d'Adolf Eichmann.

Jusqu'à la capture d'Eichmann, Simon Wiesenthal travaillait presque seul, considéré comme un peu fou pour s'acharner à traquer les criminels nazis qui avaient réussi à s'enfuir après la chute d'Hitler (parfois avec l'aide de réseaux du Vatican) et qui vivaient cachés sous de fausses identités. Quand le monde, après les procès de Nuremberg, renouait à juger les anciens nazis et préférait oublier, Wiesenthal n'abandonnait pas sa quête.

«*Dans les années 50, il incarne la chasse aux criminels de guerre nazis à une époque où personne ne s'y intéressait.*», rappelle Serge Klarsfeld, qui, lui aussi, a poursuivi

VOIR PAGE A 8: WIESENTHAL

Les garderies, «symbole canadien»

La vision de Paul Martin ne plaît pas du tout au Québec

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le premier ministre Paul Martin a affirmé hier que son idée de financer un service de garderie à la grandeur du pays allait constituer le prochain symbole de «*l'édification de la nation canadienne*», au même titre que le système de santé universel. Une déclaration «*insultante*» et «*prétentieuse*», ont aussitôt répliqué les partis d'opposition à la Chambre des communes, alors qu'à Québec, le gouvernement Charest a avalé de travers cette tirade, lui qui attend justement avec impatience des progrès dans le dossier du financement des garderies.

Le premier ministre s'est adressé hier matin à ses hauts fonctionnaires réunis pour l'occasion au théâtre du Musée canadien des civilisations, à Gatineau. Au milieu d'un long discours d'environ 45 minutes, Paul Martin a démontré pour la première fois à quel point il tient à un service de garde pour enfants qui soit universel et de bonne qualité. De l'aveu même de son entourage, jamais le premier ministre n'était allé aussi loin.

«*Lorsque les prochaines générations se tourneront vers le passé, elles reconnaîtront, dans notre approche pancanadienne d'apprentissage en bas âge, un projet d'édification de la nation aussi important que l'universalité des soins de santé, j'en suis convaincu.*», a soutenu le premier ministre.

Paul Martin avance même que ce système de garderie, financé par le fédéral à hauteur de cinq milliards de dollars sur cinq ans, est plus important que

VOIR PAGE A 8: GARDERIES

ÉCONOMIE

Vidéotron se lancera dans le sans-fil en 2006

■ À lire en page C 1

11^e festival
INTERNATIONAL
de La
Littérature

DU 16 AU 24 SEPTEMBRE 05



info fil 514-842-2112
www.festival-fil.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

Nouvelle évacuation à La Nouvelle-Orléans

Après Katrina, voilà Rita qui menace le sud des États-Unis

FRANCIS TEMMAN ET LAURENT THOMET

La Nouvelle-Orléans — Plus de trois semaines après Katrina, l'ouragan Rita menaçait le Texas et la Louisiane hier, obligeant La Nouvelle-Orléans à commencer une nouvelle évacuation.

En traversant le sud de la Floride hier, Rita est devenu un ouragan de catégorie 2 sur l'échelle Saffir-Simpson, qui en compte cinq. Selon les dernières projections, sa trajectoire le mène vers l'est du Texas et l'ouest de la Louisiane, où il devrait s'abattre vendredi ou samedi.

L'état d'urgence a été déclaré hier en Floride, où les autorités avaient ordonné l'évacuation des Keys, un chapelet d'îles reliées par des ponts au sud de l'État, et dans l'ouest de la Louisiane. À Cuba, l'ouragan a provoqué l'évacuation de plus de 150 000 personnes.

Les vents qui accompagnent Rita atteignent désormais les 160 km/h, selon le Centre national des ouragans (NHC) situé à Miami (Floride). L'ouragan devrait se renforcer encore au-dessus des eaux plus chaudes du golfe du Mexique et pourrait atteindre la catégorie 3, avec des vents d'environ 200 km/h.

Les autorités américaines se sont mobilisées pour éviter une répétition de la tragédie provoquée par l'ouragan Katrina le 29 août, qui a fait près d'un millier de morts dans le sud des États-Unis.

Le président George W. Bush, qui s'est rendu hier pour la cinquième fois dans les régions dévastées par Katrina, a indiqué qu'un amiral était en route pour le Texas pour y coordonner les secours et qu'il était en contact avec le gouverneur de cet État.

Le maire de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, qui avait suspendu lundi le retour des habitants de la ville ravagée par Katrina en raison de l'approche menaçante de Rita, a indiqué hier que des habitants avaient commencé à être évacués par les services de secours.

« Nous avons un flot d'évacués qui sont arrivés au centre des congrès, a-



Des vagues géantes, poussées par l'ouragan Rita, vont s'échouer en bordure du boulevard El Malecon à La Havane.



De jeunes Cubains se font submerger par une puissante vague.

McGill

Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec
Conférence

Professeur Christian Atias

Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, France

«La doctrine civiliste : bilan et perspectives»

Le vendredi 23 septembre 2005, 16 h à 17 h
Faculté de droit
Salle du tribunal-école
Pavillon Chancellor Day
3644, rue Peel (entrée au 3660, rue Peel)

Entrée libre

Renseignements
Mariane Bérubé et Viviana Buitrago Espinoza
Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec
(514) 398-3546
crapec@mcgill.ca
www.crapec.mcgill.ca

Cette conférence est présentée grâce à l'aide financière du Comité des conférences commémoratives Beatty, du Consulat général de France à Québec et de la Faculté de droit de l'Université McGill.

Colloque

Ressources naturelles et conflits contemporains

29 et 30 septembre 2005



L'accès aux ressources naturelles est-il un droit fondamental ?
La guerre du pétrole a-t-elle commencé ? Peut-on vraiment parler d'erreur boréale ? L'eau du Canada est-elle à vendre ?

Une trentaine de spécialistes internationaux répondront à ces questions.

Avec :

Robert Ebel, Energy Program, Center for Strategic and International Studies
Frédéric Lasserre, Université Laval, Observatoire de recherches internationales de l'eau
Philippe Le Billon, University of British Columbia
Michael Kjare, Department of Peace and World Security Studies, Five College
Pierre Noël, Institut français de relations internationales
Jacques Sironneau, Ministère de l'écologie et du développement durable, France

Inscription obligatoire

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
(514) 987-6781
chaire.strat@uqam.ca
www.oig.uqam.ca

Lieu

Pavillon Sherbrooke, UQAM
200, rue Sherbrooke Ouest
Place-des-Arts

PARTENAIRES



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada



Ressources naturelles Canada



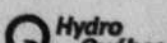
Défense nationale



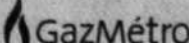
ABITIBI CONSOLIDATED



EDC



LES AFFAIRES



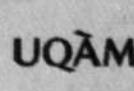
INSTITUT DES ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

UQAM

Cet événement est organisé par :



Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques



UQAM Département de géographie Université du Québec à Montréal

UQAM

Prenez position

Distinction



DÉFILÉ DE MODE

Soirée de mode spéciale au Westmount Square.

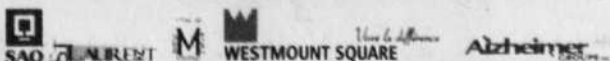
Le jeudi 22 septembre de 18 h à 21 h |

Rafraîchissements et défilé de mode.

Coût du billet 10 \$ | Invitation obligatoire.

En vente dès maintenant au Westmount Square.

Les profits de la vente des billets seront remis à l'organisme de charité Alzheimer Groupe (AGI) Inc.



Nathalie Chiquette vous invite
au Souper Bénéfice avec encan
Manoir Rouville-Campbell
14 octobre 18h, places limitées
(514) 382-3913 poste 250

POLITIQUE

**FESTIVAL MONTRÉAL
MONDIAL DES ARTS 2005
POUR LA JEUNESSE**
ASSITEJ International
WWW.MONTREAL-2005.COM

PERSPECTIVES

La bonne vieille méthode

Vous vous rappelez? C'était il y a deux ans, Jean Chrétien préparait son départ et les libéraux du Québec attendaient avec impatience la venue de Paul Martin. On lui prédisait un succès monstre car on voyait en lui un premier ministre plus flexible sur le front des relations fédérales-provinciales. Deux ans plus tard, qu'est-il advenu de ces espoirs? Pas grand-chose, malheureusement.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le sujet est tellement suranné qu'on en est rendu à se demander s'il s'agit bien de «nouvelles». Ottawa et Québec se chamaillent sur le front des garderies. Ils s'obstinent encore à propos du protocole de Kyoto. Ils s'investissent par médias interposés au sujet de la place de la province sur la scène internationale. Où est donc la nouvelle approche de Paul Martin qu'on nous promettait?



Hélène Buzzetti

La plus récente confrontation Québec-Ottawa se joue pour l'instant dans les couloirs et porte sur les garderies. Ottawa a décidé de présider à la mise en place d'un réseau pancanadien de places abordables en octroyant 5 milliards de dollars sur cinq ans. L'argent serait, ô surprise!, conditionnel au respect d'un certain nombre de conditions telle que rendre des comptes à la population. Le pépin, c'est que le Québec dépense déjà 1,7 milliard par année pour financer ses places populaires à 7 \$. La province ne l'a jamais dit franchement, mais elle voudrait rediriger le 1,25 milliard qui lui revient vers d'autres secteurs négligés. Ottawa ne veut rien entendre.

Sur le front environnemental, Ottawa ne s'est toujours pas entendu avec Québec sur sa part de réduction des gaz à effet de serre en vertu du protocole de Kyoto. Le Québec estime qu'il a déjà fait largement sa part en adoptant l'hydroélectricité et qu'il devrait avoir des cibles moins élevées que dans le reste du pays. Les négociations sont bloquées.

Plus ouverte est cette guerre à propos de la place du Québec sur la scène internationale. Le Québec veut obtenir un statut d'intervenant lorsque le Canada discute ou négocie des sujets relevant des compétences provinciales comme la culture ou l'éducation. En janvier 2004, Paul Martin avait annoncé son ouverture à cette demande. «Oui, je vais mandater [Pierre] Pettigrew de rencontrer les ministres responsables et de tenter de conclure une entente.»

Près de deux ans plus tard, les discussions sont à la veille de commencer, mais leur issue semble déjà compromise tant M. Pettigrew a multiplié les déclarations publiques incendiaires. Il s'est empressé d'enterrer la doctrine Gérin-Lajoie qu'il juge «dépassée». Puis, il en a remis dans une entrevue en affirmant qu'il ne faut pas faire trop de concessions de crainte qu'un «fanatique de l'indépendance» revienne en poste à Québec.

Bien sûr, le Québec joue lui aussi une joute politique pour un gouvernement malmené, il est toujours rentable de casser du sucre sur le dos d'Ottawa. Ainsi, la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, et celui des Infrastructures, John Godfrey, s'étaient entendus sur la place à accorder au Québec lors de la conférence internationale de l'OCDE à Montréal. Puis, sans crier gare, Québec est revenu sur sa parole en parlant d'un «accrochage». À Ottawa, on s'expliquait mal ce revirement de position.

Ce sont ces guerres de clocher que les libéraux du Québec pensaient reléguer au rang de l'histoire en éliminant Paul Martin à la tête de leur parti. Ils le percevaient comme plus flexible que Jean Chrétien parce qu'il avait appuyé l'accord du lac Meech en 1990. N'est-ce pas la raison évoquée par Jean Lapierre pour effectuer un retour en politique après avoir «boudé» M. Chrétien?

Cette semaine, en ces pages, nous publions une entrevue avec deux anciens candidats libéraux à l'élection partielle de 2002. Ils avaient voté «oui» aux référendums sur la souveraineté du Québec, mais avaient eu envie de donner une chance à Paul Martin en conciliateur. Aujourd'hui, ils se disent eux aussi déçus du peu de résultats de son approche.

Le premier ministre a bien joué la carte du fédéralisme asymétrique l'automne passé, en signant avec le Québec une entente distincte sur la santé selon laquelle la province n'avait pas à rendre de comptes à Ottawa sur l'utilisation de sa part des 18 milliards. Mal lui en pris. M. Martin a été vertement dénoncé par ses propres troupes, dont deux anciens ministres libéraux, et un sondage a déterminé que 79 % de la population hors Québec était contre.

Peut-être faut-il en tirer enfin les conclusions qui s'imposent, à savoir qu'il n'est pas payant pour un premier ministre canadien d'avoir l'air de trop céder aux demandes du Québec. Si la publication des conversations à chaud de Brian Mulroney nous a appris quelque chose, c'est qu'un politicien peut payer très cher, et très longtemps, sa trop grande complicité avec le Québec.

Le Devoir

Négociations avec les enseignants du primaire et du secondaire

Le compromis reste à définir

Au collégial, une enquête sur le fardeau des enseignants met le feu aux poudres

La négociation traîne en longueur, mais le résultat pourrait être enfin présenté ce matin aux enseignants réunis en conseil fédéral à Laval. Pendant que le réseau primaire et secondaire fait durer le suspense, les cégeps s'enflamment et promettent une négociation enlevée.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Feront-ils mentir l'adage? Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage... Les négociations se sont poursuivies hier entre les enseignants du primaire et du secondaire et le ministère de l'Éducation, sans toutefois que cette journée additionnelle d'échanges, bien qu'intensive, n'ait permis d'accoucher d'une entente de principe.

Les parties ont convenu vers 19h hier de faire relâche pour la nuit, afin que les représentants de la FSE-CSQ puissent consulter leur conseil de direction. Négociateurs patronaux et syndicaux se retrouveront ce matin à 7h30 dans l'espoir d'en arriver à une entente.

Le conseil fédéral de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), regroupant les 125 délégués des 45 syndicats membres de la FSE, qui devait commencer hier matin à Laval a été ajourné et reporté plutôt à ce matin. La présidente Johanne Fortier pourrait y présenter l'offre patronale, si les échanges portent fruit.

Après un lundi difficile côté négociations, la journée d'hier a redémarré tôt hier matin, alors que les deux parties ont repris la valse des discussions, cette fois en vis-à-vis, a confirmé hier le porte-parole de la

FSE, Jean Laporte. «Les parties se refusent toutefois à tout commentaire sur le contenu des échanges», a-t-il ajouté du même souffle, la loi du silence prenant toujours le dessus pour ne pas nuire à cette négociation déjà laborieuse.

«Il y a eu de la progression, mais il reste encore des dossiers majeurs à discuter», affirmait en soirée le porte-parole du Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones (CPNCF), Jean-Pierre St-Gelais. Les échanges ont commencé à 10h hier, pour cesser en début d'après-midi et reprendre ensuite vers 16h30 jusqu'à l'ajournement en soirée.

Au collégial aussi, ça chauffe

Pendant que le secteur scolaire donne l'impression de faire du sur-place, la négociation entamée dans le réseau collégial a connu son lot de flammèches hier, alors que parties patronale et syndicale y sont allées de quelques accusations bien senties d'un côté à l'autre de la barrière.

«Mauvaise foi», «mépris du travail des enseignants», «arrogance», «dénî total»: l'impression d'affrontement se dégageait nettement hier du communiqué émis par le cartel formé de la Fédération autonome du collégial (FAC) et de la Fédération des enseignants de cégeps (FEC-CSQ). Les syndicats en ont contre les dernières demandes du Comité patronal de négociation des collèges (CPNC), qui «font abstraction des besoins identifiés, se bornant à tenter d'imposer une vision de gestionnaire complètement déconnectée de la réalité de l'enseignement».

C'est une enquête produite par la partie patronale, précisément sur la question de la tâche des enseignants, qui a mis le feu aux poudres. Les résul-

tats de cette exploration démontrent, aux dires de la présidente du CPNC, Nicole Tremblay, que «la charge individuelle de l'enseignant a beaucoup évolué au cours des dernières années».

Si la prestation de cours en classe, elle, n'a pas beaucoup changé, tout le reste de la tâche a évolué: préparation de programmes, évaluation, encadrement, etc. «C'est sûr que c'est un dossier assez frontal avec les enseignants, parce que nous n'avons pas la même interprétation de cette question», indique Mme Tremblay.

Les syndicats ont en effet réagi fortement au dépôt de cette enquête, mais surtout, au fait que si les demandes des enseignants consistent essentiellement à ajouter des ressources en enseignement, c'est plutôt ailleurs que la partie patronale propose de miser. «On nous a mis sur la table en juin l'ajout possible de 145 enseignants, mais c'était pour les volets de la tâche qui ne concernent pas la classe», déplore Mario Beauchemin, nouveau président de la FEC-CSQ. «Ça ne convient pas.»

Le cartel FAC-FEC promet d'emblée des moyens de pression dans les cégeps: grève du zèle, boycottage des activités politiques (conseils d'administration, commission des études), perturbations spontanées. Il s'engage aussi dès aujourd'hui dans une consultation de l'ensemble de ses 6000 membres afin de recueillir des mandats sur une banque de journées de grève rotative à exercer en novembre.

La recherche d'un mandat de grève générale illimitée est exclue. «On ne tombera pas dans ce piège, et risquer de se faire imposer une loi spéciale», explique M. Beauchemin.

Le Devoir

Services de garde

Les CPE manifestent contre la réforme à venir

CLAIRANDRÉE CAUCHY
ANTOINE ROBITAILLE

L'Association québécoise des CPE (AQCP) a déversé une montagne de toutous sur le terrain du Parlement hier, pour symboliser l'«attachement» au modèle des CPE.

Les quelque 250 représentants des CPE espéraient ainsi contrecarrer le projet de loi que la ministre de la Famille entend déposer à la rentrée parlementaire. Selon le scénario évoqué auprès de l'AQCP, on confierait la gestion des quelque 14 000 services de garde en milieu familial à seulement 150 CPE, alors que 900 les coordonnent actuellement.

«Le modèle sur la table, c'est une gestion bureaucratique. [...] Ils proposent de la compétition et la «démocratie». Ce sont des faux remèdes. Qui va être le 150^e CPE choisi [pour coordonner des services de garde en milieu familial]? Qui va se faire déshabiller dans la gang?», a lancé la présidente de l'AQCP, Hélène Potvin.

L'Association reconnaît cependant qu'il pourrait être possible de «maximiser» la gestion de la garderie en milieu familial. Mme Potvin a d'ailleurs cité en exemples cinq CPE de la région de Québec qui se sont regroupés pour embaucher le personnel administratif et gérer ensemble le milieu familial. «Cela réduit les coûts et cela donne un très bon produit. On dit au gouvernement: "N'imposez pas de modèle! On va soutenir les gens pour qu'ils se dirigent vers cela." [...] Ils ne nous répondent pas», a poursuivi Mme Potvin, en réclamant un report de la réforme.

La grogne s'est aussi fait sentir dans quelques centaines de CPE, dont plusieurs ont signifié leur mécontentement en fermant leurs portes vers 16h. Au CPE Le Soleil du quartier, sur la rue Saint-Joseph à Montréal, on a plutôt accueilli les parents avec des biscuits soda et de l'eau. «Bientôt, c'est tout ce qu'on va pouvoir offrir à nos enfants comme collation», lançait la directrice France Cantin, avant d'expliquer que les CPE sont encore coupés et que le gouvernement veut faire des «mégastructures».

Une telle réforme priverait le CPE Le Soleil du quartier de sa conseillère pédagogique, qui partage son temps entre le milieu familial et la garderie. C'est que ce salaire est assumé par la portion de financement des services de garde allouée à la gestion du milieu familial.

Discretion de la ministre

Malgré l'inquiétude, la ministre de la Famille, Carole Thériault, a refusé hier de lever le voile sur son projet de loi en préparation, précisant toutefois qu'il s'agissait d'une réforme «importante».

Elle a néanmoins assuré que le projet de loi a été élaboré de concert avec les gens du milieu. «Ils n'ont pas vu le projet de loi. Ils n'ont pas à s'inquiéter. La loi va refléter les discussions qu'on a eues», a dit Mme Thériault en entrevue téléphonique avec la Presse canadienne, hier.

La toile de fond de cette réforme est essentiellement budgétaire. Le budget des CPE a été amputé de 41 millions cette année, dont 15 millions devront être puisés entre le 1^{er} janvier et le 31 mars dans les sommes allouées à la gestion du milieu familial, ce qui représente une compression de 60 % dans ce poste budgétaire pour la période visée.

En entrevue au Devoir plus tôt ce mois-ci, le sous-ministre adjoint à la Famille, Pierre Lamarche, soulignait que le gouvernement avait dépensé l'an dernier 7000 \$ en frais de gestion pour chaque éducatrice en milieu familial. «On se retrouve avec beaucoup de petites structures où on se prive de la possibilité de gérer cela de façon plus efficace sans perdre de qualité au bout du compte», faisait valoir M. Lamarche.

Il confirmait que le ministère a planché sur le scénario des 150 CPE coordonnateurs de milieu familial. «L'idée, c'est de réduire le nombre de CPE qui font de la coordination du milieu familial pour qu'on puisse créer des masses critiques et éviter de démultiplier des fonctions de nature administrative», notait-il.

On a aussi étudié la possibilité de céder la gestion à des agences privées, précisait le sous-ministre. Une autre avenue possible pourrait être de maintenir le statu quo sur le plan des structures, tout en réduisant les budgets. «Dans ce cas-là, on n'a pas fait de correction structurante au réseau et on ne peut pas penser que la mesure a des effets récurrents», notait toutefois M. Lamarche, qui s'interrogeait sur la capacité des CPE à maintenir l'équilibre budgétaire dans un tel contexte.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES AU QUÉBEC

IL Y A 10 PARTIS POLITIQUES EN RÈGLE...

Conformément à l'article 101 de la Loi électorale, le Directeur général des élections du Québec fait connaître par la présente la liste des partis politiques autorisés en date du 21 septembre 2005.

PARTI POLITIQUE	CHEF	OU REPRÉSENTANT
● ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC / ÉQUIPE MARIO DUMONT	Mario Dumont	Denis Massé
● BLOC POT	Hugob St-Onge	Sébastien Demers
● PARTI CONSCIENCE UNIVERSELLE	Aline Lafond	Stéphane Riel
● PARTI DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DU QUÉBEC	Gilles Noël	Lisette Gauthier-Gélinau
● PARTI ÉGALITÉ / EQUALITY PARTY	Keith Henderson	Alex Ross
● PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC / QUÉBEC LIBERAL PARTY	Jean Charest	Alain Paquin
● PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC	Claude Brunelle	Christian Légeais
● PARTI QUÉBÉCOIS	Louise Harel (chef intérimaire)	Pierre Séguin
● PARTI VERT DU QUÉBEC / GREEN PARTY OF QUÉBEC	Richard Savignac	Claude Sabourin
● UNION DES FORCES PROGRESSISTES	Danielle Maire	Jean-Pierre Duchesneau

Et il y a des règles à suivre :

Voici les principales règles qui concernent les contributions : selon la Loi électorale, seul un électeur peut verser, à même ses propres biens, une contribution à des fins politiques. Les personnes morales, comme les compagnies, les corporations et les syndicats, ne peuvent en aucun temps contribuer aux caisses des partis, des députés indépendants ou des candidats indépendants autorisés.

Chaque fois que vous faites un don en argent, que vous rendez des services ou fournissez des biens à titre gratuit à un parti, une association de comité, un député indépendant ou un candidat, vous faites une contribution. Il existe cependant des exceptions qui sont prévues dans la loi.

Le représentant officiel ou la personne qu'il désigne par écrit à cette fin sont les seules personnes qui peuvent recevoir vos contributions. Elles ont l'obligation de vous délivrer un reçu pour toute contribution.

Vous pouvez déduire de votre impôt autrement payable à Revenu Québec une somme égale à 75 % des premiers 400 \$ pour un maximum de crédit d'impôt de 300 \$ par année.

Au cours d'une même année, vous ne pouvez verser plus de 3 000 \$ à chacun des partis, des députés indépendants ou candidats indépendants autorisés.

Vous pouvez verser votre contribution en argent comptant si le montant est de 200 \$ ou moins. Les contributions supérieures à 200 \$ doivent être acquittées au moyen d'un chèque personnel ou selon un autre ordre de paiement signé par l'électeur. Une telle contribution peut également être versée, conformément aux directives du DGE, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds.

Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec le :

Centre de renseignements

Directeur général des élections du Québec

Édifice René-Lévesque

3450, rue de La Pérade

Sainte-Foy (Québec) G1X 3Y5

ou composer : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Réception Hommage aux Grands Montréalais 05



Secteur économique
Paul Desmarais Jr., O.C.
Président du conseil et
co-chef de la direction
Power Corporation du
Canada



Secteur social
Dr. Margaret Lock
Anthropologue
Titulaire de la chaire
Marjorie Bronfman
en sciences sociales
de la médecine
Université McGill



Secteur culturel
Alain Simard
Président-directeur général
L'Équipe Spectra



Secteur scientifique
Dr. Henry Mintzberg
Titulaire de la chaire
John Cleghorn en gestion
Directeur de faculté, Maîtrise
internationale en leadership
en santé
Université McGill

Académie des Grands Montréalais

► Mercredi 5 octobre 2005
de 17 h à 19 h
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est

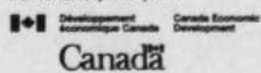
► Réservations
www.ccmq.ca/hommage05
(514) 871-4000, poste 4001

► Billet(s)
Membres : 50 \$
Non-membres : 75 \$
Taxes en sus



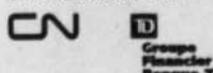
Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

Partenaire principal :



Canada

En collaboration avec :



ACTUALITÉS

BOISCLAIR

Sondage TVA-Léger Marketing

André Boisclair est plus populaire que jamais

SUITE DE LA PAGE 1

des finances publiques. On ne s'attend pas à ce que les autres candidats le relancent sur ses frasques.

Le candidat Richard Legendre, qui annonçait, hier, que deux autres députés péquistes lui accordaient leur appui — la députée de Laurier-Dorion Elsie LeFebvre, la plus jeune élue de l'Assemblée nationale, et le doyen parmi les péquistes, François Gendron —, a parlé d'une «situation déplorable, sérieuse», qu'il ne veut pas banaliser. «Je suis père de famille et la dernière chose que je veux faire, c'est de banaliser la consommation de cocaïne», a-t-il dit. Le député de Blainville souhaite toutefois que l'on passe au débat d'idées, soulignant que ce sera aux militants péquistes de juger M. Boisclair dans deux mois.

François Legault, le père spirituel de Richard Legendre et son premier supporteur, est venu, hier, à la rescousse d'André Boisclair. Après ses aveux et l'assurance qu'il a donnée qu'il ne consommait plus, «quant à moi, le dossier est fermé», a dit M. Legault au Devoir. «C'est même difficile pour les autres candidats» qui ont du mal à passer leur message. «Tout ce dont on parle, c'est de la consommation de coke d'André Boisclair. Je pense que c'est très mauvais pour le Parti québécois et pour la cause», estime le député de Rousseau.

André Boisclair n'a toujours pas précisé sur quelle période s'est étendue sa consommation de cocaïne et il est demeuré évasif sur le nombre de fois qu'il en a pris. Une source dans son entourage a indiqué, hier, que cette consommation, entre amis, s'est étendue sur deux ans, en 1995 et en 1996, et que M. Boisclair

n'avait jamais acheté de cocaïne. Cette information n'a cependant pu être corroborée.

François Gendron a révélé hier qu'il était au courant, à l'instar de la plupart des députés péquistes, des «rumeurs» sur la consommation de cocaïne de M. Boisclair. «Ça circulé pendant longtemps, [...] au moment où ça s'est passé», a dit le député d'Abitibi-Ouest, c'est-à-dire «au moment où M. Bouchard a été premier ministre du Québec». M. Bouchard a occupé la fonction de premier ministre de 1996 à 2001. «Je suis au courant qu'il y a des gens qui étaient en autorité qui ont tenté de [le convaincre de cesser de consommer] et qui, selon les informations du "concerné", ont probablement réussi puisqu'il ne consomme plus», a ajouté M. Gendron, qui faisait référence à l'action du personnel politique du premier ministre.

En dépit du stress (ou à cause du stress), André Boisclair a livré une allocution inspirée devant les étudiants du Cégep de Sainte-Foy, bien meilleure que celle de la veille au Cégep de Lévis-Lauzon, selon les journalistes qui ont assisté aux deux événements. Faute de place — la salle pouvait accueillir quelque 350 personnes —, on a dû refouler une centaine d'étudiants qui voulaient assister à la prestation du candidat. À plusieurs reprises, l'orateur s'est fait applaudir chaleureusement, la grande majorité des étudiants présents étant manifestement prêts à passer l'éponge sur les écarts de M. Boisclair.

Après son allocution, les étudiants n'ont posé aucune question sur sa consommation de cocaïne. Un étudiant a fait référence aux erreurs de jeunesse de M. Boisclair mais pour critiquer son appui

aux coupes dans le budget de l'éducation décré-

tées par le gouvernement Bouchard. Les aveux d'André Boisclair ont vraisemblablement créé une onde de choc dans son organisation qui essaie de contrôler les dommages. Hier, on cherchait à détourner les projecteurs vers le clan Marois, que l'on soupçonne d'être à l'origine des révélations publiques. On accusait l'équipe adverse d'utiliser les histoires de cocaïne comme argument pour recruter les présidents d'associations de comités qui ont donné leur appui à M. Boisclair; on parlait même d'une «opération de récupération».

Or, après vérification auprès d'un des militants sollicités, il est clair qu'un bénévole de l'équipe Marois a téléphoné avant que M. Boisclair ne fasse, vendredi dernier, une première admission sur sa consommation de drogue. «On m'a appelé jeudi. Ça n'avait rien à voir avec la cocaïne», a reconnu Pierre Grenier de l'association péquiste de Rouyn-Noranda-Témiscamingue. Dans l'organisation Marois, on a expliqué que ce genre de sollicitation est un travail de terrain élémentaire entrepris depuis des semaines, qui ne peut être associé à la crise au sein de l'équipe Boisclair.

Par ailleurs, le député bloquiste de Joliette, Pierre Paquette, a annoncé hier qu'il appuyait Pauline Marois parce que «c'est une progressiste, une femme qui a l'expérience et les connaissances nécessaires, mais surtout parce que c'est une militante avec la détermination et le leadership indispensables à la réalisation de notre projet commun: la souveraineté du Québec».

Le Devoir

GARDERIES

SUITE DE LA PAGE 1

l'enseignement postsecondaire. «Nous pourrions cibler avoir le meilleur système d'enseignement postsecondaire du monde, mais si nous ne nous occupons pas des enfants dès leur plus jeune âge, non seulement seront-ils lésés, mais l'avenir du Canada sera également compromis», a-t-il affirmé.

«Le programme que nous mettons en place avec les provinces et les territoires ne porte pas seulement sur des services de garde de qualité, a-t-il poursuivi. En effet, il s'agit essentiellement du développement et de l'apprentissage des jeunes enfants pendant les années cruciales de la petite enfance, alors que l'acquisition et le développement de capacités sont en mode accéléré.»

Ce discours a fait bondir les partis d'opposition à Ottawa. «Ce sont des mots ambitieux, mais complètement creux. C'est ronflant et prétentieux de dire que c'est possible de bâtir un service aussi fort que le système de santé avec seulement cinq milliards sur cinq ans pour tout le pays. C'est carrément impossible, ça ne tient pas la route», a lancé Christiane Gagnon, porte-parole du Bloc québécois en matière de développement social.

Cette dernière rappelle que le Québec et son système de garderie, que le gouvernement fédéral cite abondamment en exemple, coûte 1,4 milliard de dollars par année à lui seul et que, une fois le programme arrivé à maturité, les Québécois sortiront de leur poche 1,7 milliard pour s'offrir le système dont rêve Paul Martin.

Pour le Parti conservateur, les libéraux essaient de faire du «mur à mur» sans tenir compte des réels besoins des parents à travers le pays. «C'est encore de l'arrogance!», tonne Josée Verner, lieutenant de Stephen Harper pour le Québec. Pour les libéraux, tous les Canadiens doivent avoir un seul mode de vie, alors qu'il y a des différences dans chaque région du pays. Les conservateurs souhaitent plutôt que l'argent soit redistribué aux parents pour que ces derniers choisissent en fin de compte ce qui est bon pour leurs enfants: garderie pri-

vernementale. Les pourparlers ont repris cette semaine, mais «ça stagne, aucun progrès n'a été réalisé depuis juin», explique-t-on.

Dans la machine politique à Québec, on avance que le gouvernement fédéral pourrait éventuellement proposer une loi canadienne sur les services de garde à l'image de la Loi canadienne sur la santé, question de renforcer le caractère «unificateur» du concept. «S'il faut ça, il va frapper un mur au Québec. Il n'en est pas question. C'est directement dans nos champs de compétence», soutient cette source bien placée au sein du gouvernement Charest.

Québec est particulièrement ulcéré d'entendre le fédéral exiger que les sommes soient seulement injectées dans le système de garderies. «On aura un système mature dans quelques années et il coûtera 1,7 milliard. C'est déjà prévu dans les budgets, on ne va pas en rajouter pour le fun sur le dessus de la pile! C'est illogique», souligne-t-on à Québec.

Réaction inverse à Ottawa, où l'on affirme que les négociations progressent bien avec le Québec, alors que la Colombie-Britannique devrait signer son entente d'ici quelques semaines. Elle deviendra alors la septième et dernière grosse province à s'entendre avec Ottawa. Il ne restera plus que le Québec, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et les territoires.

«C'est clair qu'on veut créer un système, on est rentré dans ce domaine pour ça», explique Sarah Bain, porte-parole du ministre du Développement social, Ken Dryden. «Peut-être qu'un jour il va y avoir un système pareil d'un bout à l'autre du pays, mais pour l'instant, on sait que les provinces ne sont pas toutes au même niveau, alors les ententes ne sont pas identiques.»

L'entente sur les garderies rapportera 1,25 milliard sur cinq ans au Québec, dont 165 millions ont déjà été versés sans condition cette année. C'est donc sur les quatre années restantes que Québec et Ottawa ont maille à partir. Le gouvernement Charest pense que tout sera bouclé avant Noël... si tout va bien.

Le Devoir

WIESENTHAL

SUITE DE LA PAGE 1

cette traque en solitaire pendant de longues années. Pour Klarsfeld, comme pour Wiesenthal, il s'agissait de lutter contre l'oubli et de faire condamner les responsables du plus grand génocide du siècle.

«Justice et non vengeance», titre Wiesenthal dans son autobiographie (publiée en 1989), reconnaissant toutefois qu'un jour il aurait été prêt à sortir des moyens judiciaires légaux quand il a vu, dans les papiers d'un nazi, la photo d'un enfant juif pendu par les testicules.

Le procès d'Eichmann à Jérusalem sera un tournant dans la mémoire. Grâce à ce procès, on allait écrire, pour la génération de l'après-guerre, l'histoire du génocide des Juifs d'Europe par le biais de celui qui avait méticuleusement organisé leur extermination. Le travail solitaire de Wiesenthal sera alors légitimé et aussi repris par les autorités judiciaires des différents pays (surtout l'Allemagne fédérale) où les crimes avaient été commis. Le chasseur de nazis sera désormais reconnu et salué comme une «conscience universelle». Personnage qui sera même mis en scène, à la fin des années 80, par Hollywood.

Sans la guerre, Simon Wiesenthal aurait été un tranquille architecte dans la région de Lvov, en Galicie (dans le temps, en Pologne, aujourd'hui, en Ukraine). Les forces allemandes occupent la région en juin 1941, après le retrait de l'Armée rouge, et la machine du génocide des Juifs se met aussitôt en place. Simon Wiesenthal, Juif, est arrêté et déporté. Il survivra à une demi-douzaine de camps. En 1945, quand il est libéré de Mathausen par les troupes américaines, il pèse moins de 50 kilos.

Quelques mois plus tard, il retrouve sa femme, Cyla, qui a aussi miraculeusement survécu. Il commence dès lors à travailler avec la War Crime Unit mise sur pied par les Américains. Certains grands dignitaires nazis sont jugés et condamnés au procès de

Nuremberg. Mais c'est tout de suite la guerre froide entre l'Ouest et l'Est, et les alliés s'empressent d'utiliser des personnages au passé douteux pour espionner l'autre camp.

En 1947, Wiesenthal crée à Linz, en Autriche, un centre d'information et de documentation sur les criminels nazis, qui s'installera ensuite à Vienne. Il veut localiser les criminels de guerre et apporter aux autorités compétentes les preuves de leurs crimes. Ce centre, sans moyens financiers ou modernes, sera le premier à recueillir minutieusement les documents nazis et à recueillir les témoignages des rescapés et de leurs familles.

Efficacité redoutable

Dans un bureau vétuste d'une rue bourgeoise de Vienne, nous avons rencontré Simon Wiesenthal enroulé sous des piles de journaux, entouré de sacs de courrier venu du monde entier, avec de vraies et de fausses pistes de dénonciation des criminels en fuite, dans toutes les langues européennes. Parlant fort avec un terrible accent, il faisait penser à un Autrichien élégant de l'empire austro-hongrois. Il utilisait ses nombreux ententes dans la presse internationale pour attirer l'attention sur certains nazis, espérant que des voisins les reconnaissent et le contactent ou que les procédures judiciaires se mettent en marche. Sous ses allures archaïques, il fut d'une efficacité redoutable et fournira des renseignements indispensables à la justice.

Mais son vedettariat pouvait aussi se retourner contre lui. Ainsi, Isser Harel, ancien patron du Mossad, qui a vraiment organisé la capture d'Eichmann à Buenos Aires, avait déclaré à la télévision allemande (ARD) que Wiesenthal avait plutôt gêné le travail des services secrets israéliens.

Mais la polémique sera surtout à l'intérieur de son propre pays. «Si j'ai installé mon bureau à Vienne, c'est parce que je connais le rôle qu'on jouait

les nazis autrichiens», affirmait volontiers Simon Wiesenthal, soulignant notamment que la petite Autriche a fourni «deux tiers des commandants de camps de concentration» et bon nombre des cadres de la machine de mort nazie. Mais, à la différence de l'Allemagne, il n'y a jamais eu en Autriche de réel examen de conscience. Il dénonçait sans trêve cette «amnistie froide». Ainsi, le premier cabinet de Bruno Kreisky, chancelier autrichien socialiste (et juif), comptait quatre membres du Parti nazi. Il sort un dossier explosif: le chef du Parti libéral (droite), Friedrich Peter, auquel Kreisky est prêt à donner le poste de vice-chancelier pour disposer de son appui à la chambre, est un ancien membre du premier régiment d'infanterie SS responsable de nombreux massacres de Juifs derrière la ligne de front.

En revanche, Simon Wiesenthal est resté plutôt réservé lors de l'affaire Kurt Waldheim, ex-secrétaire général de l'ONU et ex-président autrichien conservateur. Le Congrès juif mondial (CJM) avait découvert son passé nazi et sa participation, en tant que lieutenant de la Wehrmacht, à des déportations de Juifs, notamment dans les Balkans. Il aurait eu dans ses fiches de telles informations qu'il aurait choisi de ne pas rendre publiques. Accusations dont il se défendra, affirmant qu'il n'avait pas de preuves de l'engagement direct de Waldheim dans des crimes. «Si l'on traîne les nazis en justice, c'est aussi parce qu'ils doivent connaître l'éternelle peur d'être pris», affirmait-il souvent. Malgré les polémiques, il avait, à la fin de sa vie, la conscience du devoir accompli. Il a confié, dans le dernier numéro du magazine autrichien *Format*: «Mon travail est fait: les meurtriers de masse que j'ai cherchés, je les ai trouvés. Les autres sont aujourd'hui trop âgés et trop malades pour être poursuivis en justice.»

Libération

Élaboussé par une histoire de consommation de cocaïne, le candidat à la direction du Parti québécois André Boisclair est plus populaire que jamais, selon un sondage Léger Marketing dévoilé hier soir par le réseau TVA.

Pas moins de 71 % des Québécois interrogés accorderaient leur appui à M. Boisclair comme premier ministre même s'il a déjà consommé de la cocaïne à titre de ministre. Seuls 23 % de la population voterait contre lui, alors que 5 % demeurent indécis.

Chez les partisans péquistes, le soutien est encore plus marqué: 86 % des sondés donneraient leur voix à l'aspirant à la direction de leur parti, tandis que 11 % la lui refuseraient.

À la question «si vous aviez à choisir le chef du Parti québécois...», les partisans du PQ interrogés ont répondu pour près des deux tiers (64 %) en choisissant André Boisclair, tandis que moins d'un répondant sur cinq affirmait Pauline Marois (18 %). Richard Legendre n'était crédité que de 5 % et Louis Bernard de 2 %.

Par rapport au dernier sondage effectué le 13 septembre, André Boisclair récolte ainsi 11 % de plus, tandis que Mme Marois a perdu six points. L'enquête a été menée hier de 16h à 19h45, auprès de 700 Québécois. La marge d'erreur est de 3,7 %, 19 fois sur 20.

Presse canadienne

PICARD

SUITE DE LA PAGE 1

des eaux qu'il connaît mais dont il veut rendre le poids de mystère.

Ce qu'il cherche à transmettre de son métier de comédien pratiqué depuis quinze ans sur la scène comme à l'écran, ce sont les zones d'indécible, de travail sur soi-même.

«Tout le monde pense que les acteurs sont là pour faire croire des choses aux autres», lance Luc Picard, alors qu'ils doivent avant tout s'en faire croire à eux-mêmes. Les enfants font ça tout naturellement. Ils jouent et deviennent les personnages qu'ils inventent. On joue aussi, comme acteurs.»

Pour lui, le métier d'acteur, comme de réalisateur au fait, repose sur un désapprentissage. «Ce qu'on apprend est moins intéressant que ce que l'on sait. En vieillissant, on se dit que la vie est dure et qu'on est pris avec, mais un enfant croit encore que tout peut arriver.»

De là à affirmer que les comédiens sont de grands enfants... «Faut bien être un adulte à l'heure de négocier ses contrats», ironise-t-il.

Son but: réaliser avant tout un film d'acteurs. Il s'est entouré de comédiens comme Denis Bernard, Alexis Martin, auxquels il a offert des rôles solides. Entrer lui-même dans la peau du héros, Louis, ce cogneur à gages qui rêve de devenir comédien, allait de soi, malgré la double contrainte de la caméra devant et derrière. «J'avais fini par connaître ce Louis par cœur.»

Avec la pure réserve que le héros du film est un vilain chargé d'assommer les mauvais payeurs par une mystérieuse agence de recouvrement, ce personnage lui ressemble beaucoup. Le milieu des cogneurs à gages, il avoue n'en rien connaître et l'a mis dans son film comme un élément de fable, une pure convention qui sert le conte. «Avec Alexis Martin, on avait déjà abordé l'idée d'un film de truands qui possèdent un code d'éthique. Ce fut le point de départ de *L'Audition*.»

À l'arrivée, Alexis Martin est toujours de la fête, en allié bébé de ces jobs de cassage de gueule, excellent clown pathétique, qui déclenche les ressorts comiques du film.

Dans *L'Audition*, le héros hérite d'un mentor comédien (Denis Bernard) qui l'aide à répéter une scène difficile: un père appelé à disparaître y fait ses adieux sur vidéo à son fils. Par le biais de cette scène, c'est en perdant ses propres repères intérieurs que Louis apprend à renouer avec la sincérité de l'émotion pure.

Comme son héros, Luc Picard rêvait depuis l'âge de dix ans de devenir comédien, au contact d'une mère éprise de cinéma et de Gregory Peck. Il jouait lui aussi des scènes tout seul, sans public. À son instar, il a longtemps souffert du complexe de l'imposteur.

Difficile d'être à l'aise parmi les lettrés et les cultureux quand on a vu sa première pièce de théâtre à 24 ans, rappelle-t-il. «Je venais d'un milieu populaire. Alors, oui, au Conservatoire, je me sentais un inculte parmi des gens qui étaient allés au théâtre, qui possédaient toutes sortes de connaissances.»

L'Audition est également un film sur la difficile communication au sein d'un couple qui s'aime pourtant. Suzanne Clémont incarne la blonde de Louis, une femme qui vit ses drames et ses secrets de son côté, sans que les sentiments ne fassent vraiment le pont entre les solitudes.

Le personnage de Louis n'était pas une composition très complexe, aux yeux de Luc Picard. «Il ne parle pas beaucoup. Il réagit. Les autres acteurs possèdent des rôles actifs et la partie est plus difficile pour eux.»

Cette *Audition* se révèle vraiment sienne. Écrite, réalisée, incarnée par lui, comment la renier? «Il est certain que, si c'était à refaire, je couperais trois ou quatre petites choses, mais un film est une œuvre en boîte, c'est le mien et j'en suis très content.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

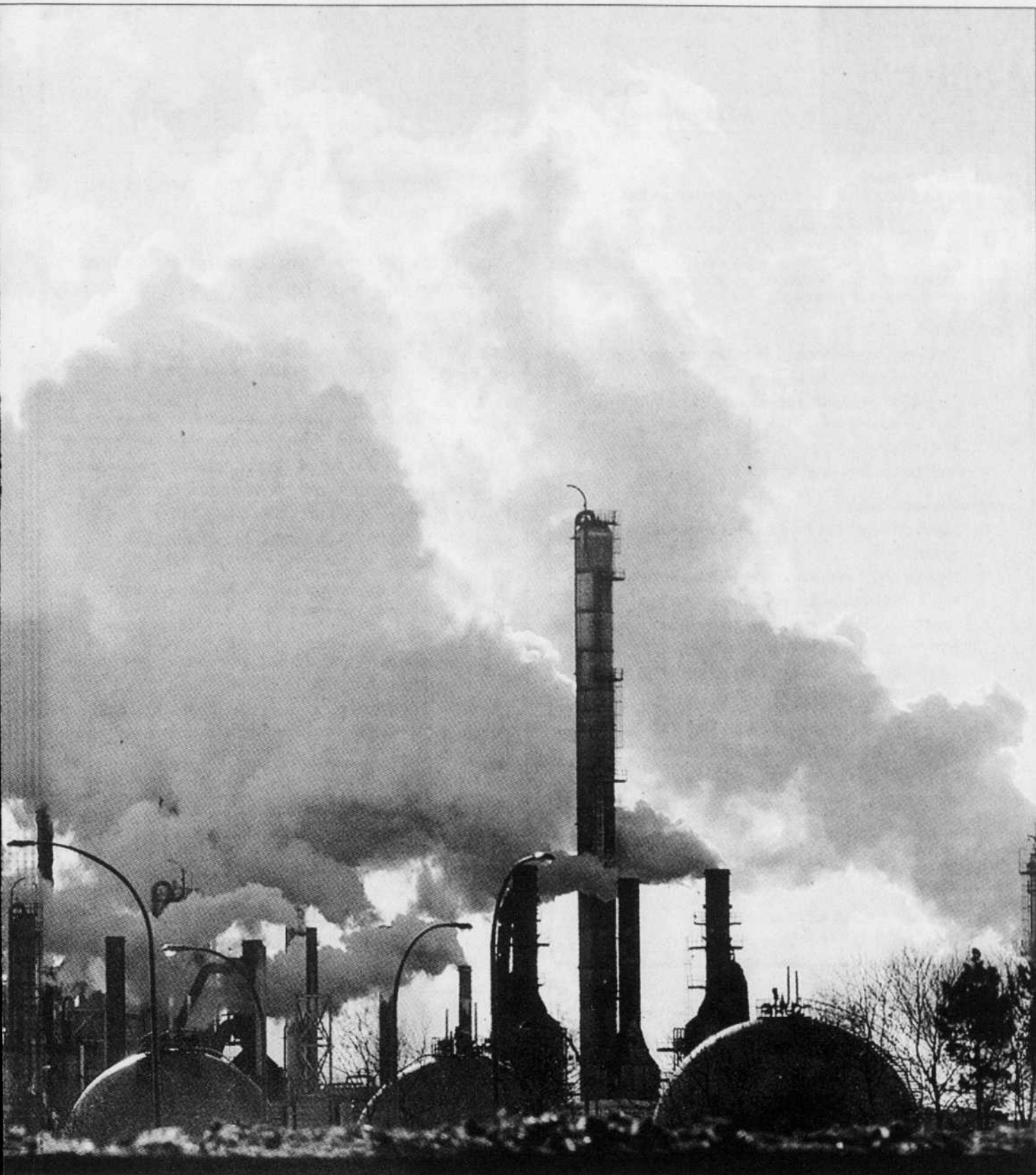
L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

OMIE

«Le cadre énergétique du Canada doit établir un équilibre entre les enjeux économiques, de sécurité, sociaux et environnementaux», affirme le ministre canadien des Ressources naturelle, John Efford.

«Notre politique actuelle est fondée sur les lois du marché, et je ne vois pas cela changer. Mais la politique doit évoluer avec les marchés, les ressources et la technologie.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

...que canadienne. On visera, notamment, l'augmentation de la production d'énergie afin de répondre aux besoins intérieurs et des marchés le moins polluantes.

entreprise chinoise a quant à elle acheté, cet été, la canadienne PetroKazakhstan pour 4,2 milliards \$US. Une autre négociation en ce moment la construction d'un oléoduc de 2,5 milliards qui relierait l'Alberta à la côte du Pacifique.

Les règles de l'ALENA ne permettent plus au Canada de s'interposer aux investisseurs américains ou mexicains sur la seule base de leur nationalité. Le pays aura de toute manière besoin de capitaux étrangers pour l'aider à développer ses ressources, dit Gilles Rhéaume, vice-président et spécialiste des politiques publiques au Conference Board. «On parle d'investissements considérables que les Canadiens ne semblent avoir ni le souhait ni les moyens de faire.»

Le cas de la Chine est différent, dit M. Rhéaume. Il n'est pas exclu que le Canada adopte un jour, pour des raisons de sécurité énergétique, la même attitude défensive que les Américains ont affichée cet été lorsqu'une société d'État chinoise a voulu acheter la pétrolière californienne Unocal. On pourrait dans ce cas invoquer des conditions liées à la nature et aux règles de gouvernance des entreprises chinoises pour bloquer les transactions.

Est-il envisageable que le gouvernement s'avise un jour de plafonner de nouveau le prix des carburants? Les experts en doutent fortement. «Ces marchés sont beaucoup plus intégrés qu'ils ne l'étaient dans le temps», note le professeur André Plourde. «On parle aujourd'hui de prix mondiaux. Le coût économique d'une politique qui les maintiendrait artificiellement bas au pays sauterait immédiatement aux yeux des investisseurs étrangers et des provinces productrices.»

Une politique modeste

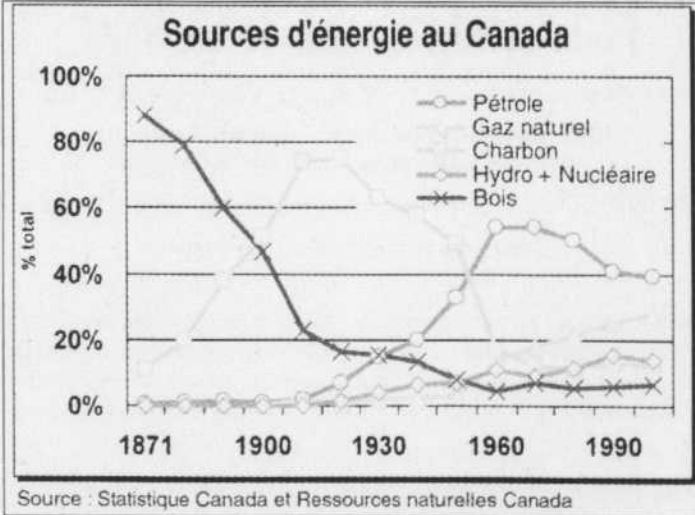
Reste maintenant à voir quel moment le gouvernement Martin jugera le plus opportun de soulever publiquement ces enjeux à la fois brûlants d'actualité et extrêmement délicats d'un point de vue politique. Avant ou après les élections?

Quoi qu'il en soit, il semble certain qu'il devra faire preuve d'une bonne dose de modestie et de diplomatie. Après tout, les ressources naturelles relèvent principalement des compétences constitutionnelles des provinces, et plusieurs d'entre elles, dont le Québec et l'Ontario, sont justement en train de réviser leurs propres politiques en la matière. L'ancienne politique nationale de l'énergie des années 80 leur a appris à se méfier d'Ottawa.

«La nature de la production et de la consommation énergétiques est beaucoup trop différente d'une province à l'autre pour qu'on puisse espérer qu'elles s'entendent avec le gouvernement fédéral sur une politique commune», estime Gilles Rhéaume. Entre l'Alberta, qui est exportatrice de pétrole, le Québec, qui dépend de l'hydroélectricité, et l'Ontario, qui a d'énormes besoins énergétiques, l'entente ne peut être que superficielle. Il y aura de la bagarre dès qu'on touchera à l'essentiel. Le mieux qu'on puisse espérer, dit-il, serait l'adoption d'une série d'objectifs nationaux ou internationaux qui seraient assez généraux et que chacun pourrait ensuite poursuivre à sa manière.»

«Le gouvernement fédéral n'a plus les moyens d'imposer ses vues d'un océan à l'autre comme il l'a fait dans les années 80», confirme Jean-Thomas Bernard. L'Alberta n'est plus la seule de son camp, et le contexte international a changé. Ottawa doit composer avec ça.»

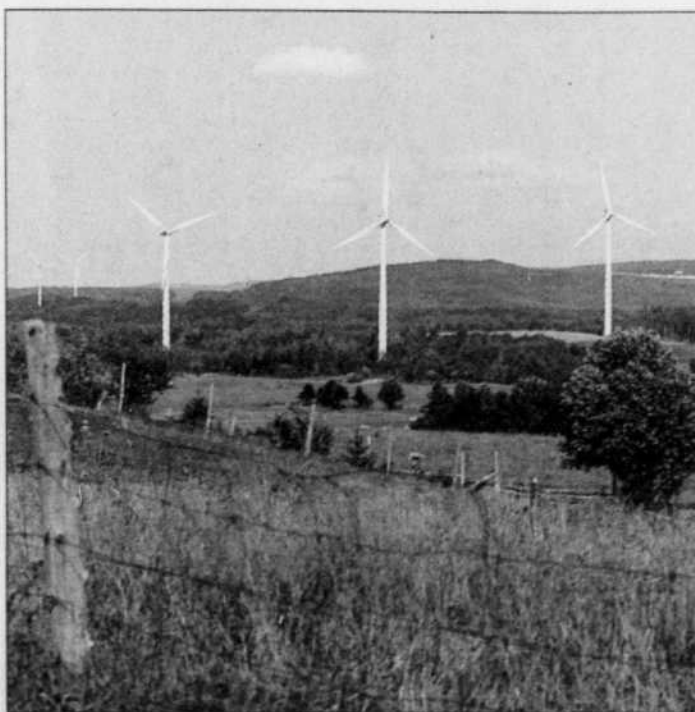
Le Devoir



Source : Statistique Canada et Ressources naturelles Canada

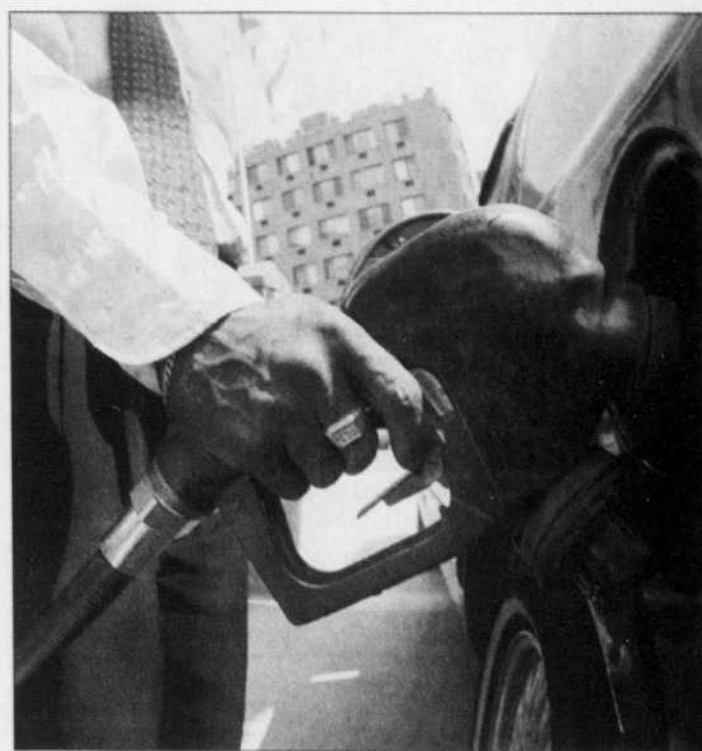
	2003	croissance annuelle 1990-2003
Résidentiel	17 %	0,9 %
Commercial et institutionnel	14 %	2,4 %
Industriel	38 %	1,4 %
Transport	28 %	1,8 %
Agricole	3 %	0,5 %
Total	100 %	1,5 %

Source : Ressources naturelles Canada



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ottawa cherchera à augmenter la recherche et le développement de moyens d'exploitation plus efficaces des ressources traditionnelles, ainsi que de sources alternatives d'énergie.



TEDDY BLACKBURN REUTERS

La seule solution pour les Canadiens semble être de devenir des consommateurs plus avisés.

Les ministres de l'Énergie n'ont que de mauvaises nouvelles

St. Andrews, N.-B.— Les ministres de l'Énergie du Canada se disent impuissants devant la montée vertigineuse des prix du pétrole et préviennent les Canadiens que se chauffer coûtera cher cet hiver.

Réunis lundi et hier pour discuter des moyens de mieux absorber la hausse des prix de l'essence et de l'huile à chauffage, les ministres de l'Énergie des provinces et des territoires n'ont guère trouvé mieux à offrir que de mauvaises nouvelles.

«Il faut s'attendre à un hiver difficile, a notamment déclaré le ministre ontarien Dwight Duncan. Et si l'hiver est rigoureux, ce sera pire encore. La dernière fois que j'ai regardé, les prix du gaz naturel avaient augmenté de 64 % depuis janvier. Ce sont les consommateurs qui vont en faire les frais. Je ne crois pas que les Canadiens aient réalisé l'ampleur de la situation.»

La rencontre des premiers ministres provinciaux de l'Énergie a eu lieu sans la présence du ministre fédéral des Ressources naturelles John Efford, dont on a dit à Ottawa qu'il était trop malade pour s'y rendre. M. Efford souffre du diabète.

Les ministres provinciaux ont malgré tout estimé que le moment est venu pour le fédéral de puiser dans ses surplus pour aider les Canadiens à affronter les hausses des coûts de chauffage.

«Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solution rapide, a expliqué le ministre Brendan Bell, des Territoires du Nord-Ouest. Mais nous croyons que le gouvernement fédéral peut faire quelque chose à court terme pour aider les contribuables.»

Ottawa aurait déjà sur la table un programme pour venir à l'aide des contribuables les moins fortunés, mais rien de concret n'aurait encore été décidé, a indiqué Richard Fadden, sous-ministre des Ressources naturelles, qui assiste à la conférence en remplacement du ministre Efford. «L'hiver n'est pas encore arrivé, mais nous espérons pouvoir annoncer quelque chose bientôt.»

Selon Dane Baily, de l'Institut canadien des produits pétroliers, on ne reverra plus jamais des prix de l'énergie bas comme on les a connus dans le passé.

M. Baily, qui a participé comme expert à la conférence, estime que la situation mondiale de l'offre et de la demande est devenue si complexe que personne ne peut prévoir ce qui va arriver.



SHAUN BEST REUTERS



ANDREW WALLACE REUTERS

À la fin du mois dernier, le prix du litre d'essence atteignait des records à Montréal. Aujourd'hui, c'est l'avancée de Rita qui fait craquer une poussée des prix du brut et à la pompe.

«Les Canadiens doivent se résoudre à payer plus cher pour l'énergie», a-t-il dit, en ajoutant que le temps était venu pour les automobilistes de se défaire de leurs grosses voitures gourmandes. «Il vous reste à devenir des consommateurs plus avisés», a-t-il conclu.

Presse canadienne

L'OPEP augmente son offre de brut

Vienne — L'OPEP a décidé hier de mettre sur le marché deux millions de barils supplémentaires par jour pendant trois mois à partir du 1^{er} octobre pour tenter de rassurer les marchés pétroliers, qui redoutent une poursuite de la flambée des cours et des problèmes d'approvisionnement cet hiver dans l'hémisphère Nord.

«Nous voulons montrer à tous que nous avons la capacité de fournir du pétrole pour l'avenir», a souligné le président de l'OPEP, cheikh Ahmed Fahd al Ahmed al Sabah. «Nous espérons que cela aura un impact positif sur les prix», a-t-il

ajouté. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a en revanche laissé inchangé son plafond de production, actuellement à 28 millions de barils par jour (mbj), alors qu'elle avait envisagé de le relever de 500 000 barils par jour.

La décision des ministres de l'OPEP de mettre sur le marché deux mbj supplémentaires apparaît essentiellement symbolique: augmenter l'offre de brut ne changera rien au fait que les capacités mondiales de raffinage ne sont pas en mesure de faire face à la demande.

Associated press

LES SPORTS

Élimination de l'accrochage

Guillaume Latendresse vole la vedette

ROBERT LAFLAMME

Les Voltigeurs de Drummondville devront s'armer de patience. Guillaume Latendresse va rester plus longtemps que prévu au camp d'entraînement du Canadien.

L'imposant ailier droit, âgé de 18 ans seulement, obtiendra un sérieux essai à la suite de la performance étincelante qu'il a livrée au Centre Bell hier, dans la victoire de 6-1 du Tricolore aux dépens du Lightning de Tampa Bay.

Latendresse, qui n'a pas été utilisé en fusillade, s'est gagné une légion d'admirateurs, qui ont scandé «Gui, Gui, Gui» à plusieurs reprises, en y allant d'un doublé, en plus d'ajouter une passe et d'avoir eu son mot à dire sur deux autres filets des siens.

Le jeune homme a joué avec l'assurance d'un vétérán. Son sang-froid rappelle celui qu'affichait Patrice Bergeron, il y a deux ans, avant de décrocher un poste chez les Bruins de Boston, à l'âge de 18 ans. Comme Latendresse, Bergeron avait été un choix de deuxième tour au repêchage quelques mois plus tôt — le 45^e joueur réclamé au total. Simple coïncidence?

Jouant en compagnie de Radek Bonk et de Marcel Hossa, Latendresse a orchestré plusieurs beaux jeux, en plus de distribuer quelques solides coups d'épaule.

Hossa, avec un but et trois passes, s'est mis en évidence dans une deuxième sortie de suite. Bonk, lui, a marqué une fois, en plus d'amasser deux aides. Le trio a complété la soirée avec une

récolte de neuf points.

Steve Bégin et Tomas Plekanec ont été les autres buteurs des Glorieux, qui ont dominé les champions de la coupe Stanley 38-25 dans la colonne des tirs.

L'affrontement a été dénué de rudesse et seulement 14 pénalités mineures ont été signalées. Il y en avait eu 28 dimanche, dans la victoire de 3-2 contre les Thrashers.

Le Canadien a aussi enlevé les honneurs de la séance des tirs de barrage obligatoire, grâce encore à Alexander Perezhogin. Le Russe avait également fait la différence, dimanche.

Alexei Kovalev et Pavel Kubina avaient auparavant fait mouche pour leur équipe respective.

Le Canadien ne veut pas brusquer les choses dans le cas de Guillaume Latendresse. Claude Julien a affirmé à la suite de la brillante performance du jeune attaquant mardi qu'on allait prendre le temps d'analyser la situation.

Julien a confirmé que l'équipe allait lui donner un sérieux essai. «Comme entraîneur, j'ai réellement apprécié ce que j'ai vu de lui. Sur le but du Lightning, il a été quelque peu pris hors position. Pour ce qui est de son jeu en zone offensive, nous ne sommes pas trop inquiets. Il n'est aucunement intimidé et il joue bien d'instinct.»

Le Canadien disputera ses deux prochains matchs contre les Maple Leafs, jeudi, à Toronto, et samedi, à Montréal.

Presse canadienne

PLONGEON

Despatie est impatient de reprendre l'entraînement

MARC DELBÈS

Après deux mois de vacances bien méritées à la suite de son triomphe aux championnats du monde aquatiques de Montréal, Alexandre Despatie est impatient de reprendre l'entraînement en prévision des Jeux du Commonwealth qui auront lieu en mars prochain à Melbourne, en Australie.

Le double champion du monde aux tremplins a pleinement savouré ces moments de détente, ayant complètement décroché de son propre avis. Mais il est maintenant prêt à renouer avec son sport.

«Ça fait deux semaines que je suis extrêmement motivé en vue de reprendre l'entraînement, a mentionné le plongeur lavallois, hier après-midi. J'ai hâte de suer un peu, d'avoir mal aux muscles.»

C'est une attitude qui contraste avec celle qu'il avait affichée quand il a repris l'entraînement l'an dernier après sa contre-performance à la tour de 10 mètres aux Jeux olympiques d'Athènes.

«Je me sentais alors comme quelqu'un qui voulait oublier quelque chose, s'est-il rappelé. Cette fois, tout s'est tellement bien passé cet été. Et ce n'est pas fini. J'ai l'intention de travailler encore plus fort pour rester où j'en suis.»

Incapable de défendre son titre mondial à la tour en juillet en raison d'un manque d'entraînement causé par un malaise au dos, Despatie n'en a pas moins fait la démonstration qu'il est désormais le plongeur à battre sur la scène internationale en décrochant l'or aux tremplins d'un et trois mètres.

«J'ai prouvé que je pouvais compétitionner dans les trois épreuves, aussi bien à la tour qu'aux tremplins. C'est un privilège de faire les deux. Ce n'est pas tout le monde qui en est capable. Je vais en profiter à 100%. Si je peux en plus être le meilleur au monde dans les deux, ce que j'ai déjà accompli, je vais travailler le plus fort possible pour rester dans cette position.»

Nouveaux plongeurs

Comme il l'avait fait avant les mondiaux aquatiques de Montréal, Despatie retournera s'entraîner à Miami en compagnie d'Arturo Miranda pour une période de quatre à cinq semaines à compter de lundi avant de rallier le club CAMO et son entraîneur habituel Michel Larouche.

«J'ai fait l'expérience deux fois l'année passée et ce fut très positif. J'ai aimé l'expérience. Là-bas, je n'ai aucune source de distraction. J'ai donc décidé d'y retourner pour partir mon entraînement du bon pied.»

Despatie, âgé de 20 ans, jure que son dos va bien et



WOLFGANG RATTAY REUTERS

Alexandre Despatie montrant fièrement sa médaille d'or remportée au tremplin de 1 m lors des championnats du monde de la FINA, en juillet dernier à Montréal.

que ce n'est pas une source de préoccupation pour lui. N'empêche qu'il va prendre des précautions pour éviter la répétition des ennuis qu'il a connus.

«En recommençant l'entraînement, on va doser l'effort. Si j'ai encore mal au dos, on va s'ajuster en conséquence. Je verrai aussi ce qui arrive avec mes nouveaux plongeurs. Les positions carénées sont très difficiles pour le dos et les nouveaux plongeurs que je veux essayer sont surtout en position carpée. Je vais également m'organiser pour recevoir régulièrement des massages pour ne pas être victime de raiders au dos comme l'an passé.»

Despatie entend retrouver sa meilleure forme d'ici Noël après quoi il perfectionnera ses plongées, notamment un triple périlleux et demi renversé en position carpée au tremplin de trois mètres.

Hier, Despatie célébrait un anniversaire spécial. Cela faisait en effet sept ans, jour pour jour, qu'il triomphait aux Jeux du Commonwealth de Kuala Lumpur, en Malaisie, devenant ainsi le plus jeune médaillé d'or de ces jeux.

«J'ai toujours un petit pincement au cœur quand je pense aux Jeux du Commonwealth car c'était mes débuts sur la scène internationale. Je vais vouloir y faire belle figure», a-t-il ajouté, en pensant à ceux de Melbourne en mars prochain.

Presse canadienne

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	86	65	.570	—
Philadelphie	80	71	.530	6
Floride	79	72	.523	9
Washington	77	74	.510	7
New York	74	76	.493	11 1/2
Section Centrale				
	G	P	Moy.	Diff.
x-St. Louis	95	57	.625	—
Houston	82	69	.543	12 1/2
Milwaukee	74	76	.493	20
Chicago	74	77	.490	20 1/2
Cincinnati	70	80	.467	24
Pittsburgh	62	89	.411	32 1/2
Section Ouest				
	G	P	Moy.	Diff.
San Diego	75	75	.500	—
San Francisco	70	80	.467	5
Los Angeles	67	82	.450	7 1/2
Arizona	67	83	.447	8
Colorado	62	88	.413	13

Hier

Houston 7 Pittsburgh 4
San Francisco 4 Washington 3
N.Y. Mets 3 Floride 2 (12 manches)
Cincinnati 6 St. Louis 5
Atlanta 4 Philadelphie 1
Milwaukee 5 Chicago Cubs 3
Colorado 20 San Diego 1
Los Angeles en Arizona

Aujourd'hui

San Francisco à Washington, 19h05
Houston à Pittsburgh, 19h05
St. Louis à Cincinnati, 19h10
Floride à N.Y. Mets, 19h10
Philadelphie à Atlanta, 19h35
Chicago Cubs à Milwaukee, 19h35
San Diego au Colorado, 20h35
Los Angeles en Arizona, 21h40

HOCKEY

MATCHS HORS CONCOURS DE LA LNH

Hier

Montréal 6 Tampa Bay 1
Toronto 5 Boston 0 (à Hamilton)
Dallas 6 Edmonton 4
N.Y. Islanders 5 N.Y. Rangers 1
Minnesota 6 Buffalo 3
Los Angeles à Phoenix

Aujourd'hui

Atlanta en Caroline, 19h
Buffalo à Washington, 19h
Boston à Pittsburgh, 19h
(à Wilkes-Barre, Pennsylvanie)
N.Y. Islanders c. Philadelphie, 19h30
(à Trenton, New Jersey)
Colorado à Detroit, 19h30
Nashville à St. Louis, 20h
Chicago à Calgary, 21h
Vancouver à Edmonton, 21h
San Jose à Anaheim, 22h30

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Hydro Québec

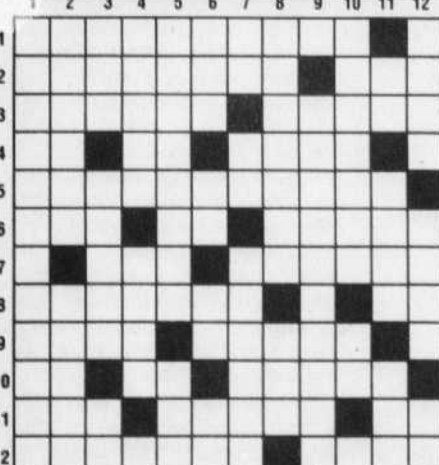
APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture de plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : www.hydro-quebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants :

Montréal et environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759



MOTS CROISÉS



HORIZONTALLEMENT

- Influence que confère un rang élevé dans la société.
- Couverte de nuages. - Logement.
- Bagage à main. - Possessif.
- Pendant. - Considéré. - Tracas.
- Caractère simplificateur de qqch.
- Sert au golf. - Eminence. - Dégourdi.
- Se fait au pistolet. - Désaccoutumer.
- Militaire affecté au service d'une arme. - Drame.
- Avoir embarqué. - Petite chaudière.
- En matière de. - Possédé. - Barbe de fèpi.
- Utilisé. - Le Diable. - Mégacloset.
- Réembauche. - Astuce.

VERTICALEMENT

- Personne qui place des capitaux.
- État d'une voix qui mue. - Possédasse.
- Pieu. - Feuillu. - Pendant.

AVIS est donné à CHAD MASSICOTTE de se présenter à la Régie du logement le 12 octobre 2005, à 9h30, au 5199 Sherbrooke Est, bureau 2220, à Montréal, pour présenter sa défense lors de l'audience de la demande no 31050411084G, introduite par Julie Lagimodière en recouvrement de loyer (2340\$), résiliation du contrat de colocation et dommages-intérêts (1000\$) + intérêts et frais judiciaires. Une copie de la demande no 31050411084G est disponible à la salle des dossiers de la Régie du logement, à l'adresse susmentionnée. Montréal ce 16 septembre 2005. Me Suzanne Guévrement procureur de la locataire (514)597-2681

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA FAILLITE

Dans l'affaire de la faillite de CONSTRUCTIONS RÉJÉAN D'ASTOUS INC. une corporation légalement constituée, ayant son siège social et principale place d'affaires au 5855 Prince Rupert, Laval (Québec) H7H 1C5. AVIS est par les présentes donné que la débiteur, a déposé une cession de ses biens le 16 septembre 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 7 octobre 2005 à 10 h 00, au bureau du syndic, 4333 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 420, Montréal (Québec).

MONTRÉAL, ce 18^e jour de septembre 2005. DAVID A. DRUKER, B. Comm. Responsable de l'actif BUREAU : DRUKER & ASSOCIÉS INC. 4333, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 420 Montréal (Qc) H3Z 1P9 Tél. : (514) 935-8501

AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE (Avis dans le journal : C.C.Q., art. 795)

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de Marvinneen Lily ORAM, en son vivant domiciliée au 5021, 41^{me} Avenue, Ville de Laval, (Québec) H7R 3T2, survenu le 8 juillet 2005, un inventaire des biens de la défunte a été fait par le liquidateur successoral, Michel Pelletier, le 15 septembre 2005, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Michel Pelletier, notaire, au 183, rue St-Eustache, Ville de St-Eustache (Québec) J7R 2L5. Donné ce 15 septembre 2005. Michel Pelletier, liquidateur.

DÉCLARATION D'INTENTION (article 37. Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)

Prenez avis que la compagnie ou la personne morale sans but lucratif 2528-5925 QUÉBEC INC. ayant son siège social au 169, rue ANDOVER, BEAUCONSFELD, QUÉBEC, H9W 2Z6 a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises et, à cet effet, produit la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et conformément à l'article 28 de la Loi sur les compagnies.



Changeement de nom d'une personne majeure et de son enfant mineur

PRENEZ AVIS QUE Nadia Aisha Ahmed dont l'adresse du domicile est le 2426, rue Brookfield, Ville Mont-Royal H3P 3M1 présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Nadia Aisha Michaela Ahmed. Ce changement affectera aussi Philippe-Alexandre Engalgau qui deviendra Philippe-Alexandre Michaela Engalgau.

Nadia Aisha Ahmed
Avis rempli et signé à Longueuil, le 21 septembre 2005.

AVIS est donné que Placements G.H.S.N. Itée demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. FRASER MILNER CASGRAIN, S.E.N.C.R.L. Procureurs de la Compagnie

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par les présentes donné que GESTION RACIOCOT INC., un corps politique dûment incorporé selon la Loi, faisant affaires sous «Restaurant Chez Monique Des Hauteurs» et ayant son bureau chef et principale place d'affaires au 6, boul. des Hauteurs, St-Jérôme (Qc), a déposé une cession le 7 septembre 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 30 septembre 2005 à 10 h 00 au bureau du syndic, 4 De Marigny Ouest, bureau 201, St-Jérôme (Qc), (514) 932-4115. Donné à Montréal, le 21 septembre 2005. Appel & Cie Inc., Syndic Robert Takash, cnp Syndic désigné

AVIS AUX CRÉANCIERS

AVIS est par les présentes donné que la faillite de 933-785 QUÉBEC INC., restaurant et pizzeria, ayant sa principale place d'établissement commercial dans la ville et district de Laval, est survenue le 9^e jour de septembre 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 29^e jour de septembre 2005 à 13 h 30 de l'après-midi, au bureau du séquestre officiel, 5 Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec) et que pour avoir le droit de voter, les créanciers doivent produire entre les mains du syndic avant l'assemblée, les preuves de réclamation et si nécessaire, les procurations. DATÉ À MONTRÉAL, ce 21^e jour de septembre 2005. André Allard, c.a., cnp, syndic Responsable de l'actif 1980, rue Sherbrooke Ouest, 10^e étage Montréal (Qc) H3H 1E8 Tél. : (514) 937-6392 Téléc. : (514) 933-9710

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par les présentes donné que GESTION RACIOCOT INC., un corps politique dûment incorporé selon la Loi, faisant affaires sous «Restaurant Chez Monique Des Hauteurs» et ayant son bureau chef et principale place d'affaires au 6, boul. des Hauteurs, St-Jérôme (Qc), a déposé une cession le 7 septembre 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 30 septembre 2005 à 10 h 00 au bureau du syndic, 4 De Marigny Ouest, bureau 201, St-Jérôme (Qc), (514) 932-4115. Donné à Montréal, le 21 septembre 2005. Appel & Cie Inc., Syndic Robert Takash, cnp Syndic désigné

AVIS est donné que Placements G.H.S.N. Itée demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. FRASER MILNER CASGRAIN, S.E.N.C.R.L. Procureurs de la Compagnie

AVIS AUX CRÉANCIERS

AVIS est par les présentes donné que la faillite de 933-785 QUÉBEC INC., restaurant et pizzeria, ayant sa principale place d'établissement commercial dans la ville et district de Laval, est survenue le 9^e jour de septembre 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 29^e jour de septembre 2005 à 13 h 30 de l'après-midi, au bureau du séquestre officiel, 5 Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec) et que pour avoir le droit de voter, les créanciers doivent produire entre les mains du syndic avant l'assemblée, les preuves de réclamation et si nécessaire, les procurations. DATÉ À MONTRÉAL, ce 21^e jour de septembre 2005. André Allard, c.a., cnp, syndic Responsable de l'actif 1980, rue Sherbrooke Ouest, 10^e étage Montréal (Qc) H3H 1E8 Tél. : (514) 937-6392 Téléc. : (514) 933-9710

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard. Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340
Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html • www.ledevoir.com/offres.html
Courriel : avisdev@ledevoir.com

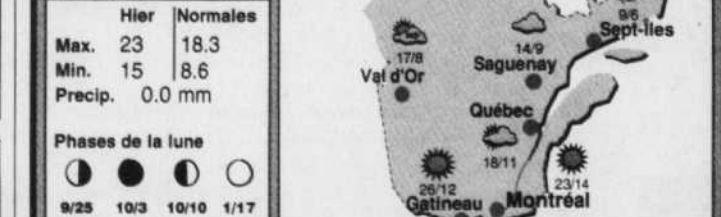
Environnement Canada

Prévisions météo

ALJOURD'HUI	CE SOIR	JEUDI	VENREDI	SAMEDI
Ensoleillé max 23	Quelques passages nuageux min 12	Alternance de soleil et de nuages max 21, min 12	Possibilité d'averses max 20, min 16	Ensoleillé max 17, min 9

La météo en un clin d'œil

Hier	Normales
Max. 23	18.3
Min. 15	8.6
Precip. 0.0 mm	



Phases de la lune	Lever du soleil	Coucher du soleil	Indice UV
☾	6:41	18:54	-777

Canada	Le monde
St. John's ☁ 14/7	New York ☁ 29/18
Halifax ☁ 19/16	Chicago ☁ 30/16
Ottawa ☁ 26/12	Atlanta ☁ 30/19
Toronto ☁ 28/15	Miami ☁ 32/28
Winnipeg ☁ 19/8	Los Angeles ☁ 23/11
Edmonton ☁ 19/2	Rio de Janeiro ☁ 26/17
Regina ☁ 15/0	Amsterdam ☁ 99/99
Vancouver ☁ 17/8	Moscou ☁ 16/7
Whitehorse ☁ 10/1	Paris ☁ 21/7
Yellowknife ☁ 4/1	Sydney ☁ 19/12

Parlez directement avec un prévisionniste

Météo Conseil
1-900-565-4455
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL www.meteo.ec.gc.ca
La météo canadienne sur le Web

Sudoku

7	8	4			
		3	2		5
3	5		1		6
			8	3	
7	1				9
		5			8
1	2	4			7
7	5			1	9
4	9	1		6	

Niveau de difficulté : FACILE 0060

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

5	8	7	4	2	1	3	6	9
6	9	1	5	8	3	2	4	7
2	4	3	6	7	9	1	8	5
4	3	9	1	7	5	8	2	6
1	6	2	9	4	8	7	5	3
7	5	8	3	6	2	9	1	4
8	2	6	7	5	9	4	3	1
3	7	4	8	1	6	5	9	2
9	1	5	2	3	4	6	7	8

0059

Les Mordus : spécial sudoku : 99 grilles de trois niveaux de difficulté et des stratégies de base et avancées par notre expert, Fabien Savary. Éditeurs: Rudel Médias et Ludpresses. Jeu réalisé par Ludpresses. Pour plus d'informations : www.les-mordus.com

APPEL D'OFFRES

Ville-Marie
Montréal

CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE, DE TROTTOIRS ET D'ÉCLAIRAGE SUR LA RUE CHARLOTTE ENTRE LES RUES DE BULLION ET SAINT-DOMINIQUE (FAUBOURG SAINT-LAURENT) SP-24-05-25

Les personnes intéressées à soumissionner pour l'exécution des travaux mentionnés en rubrique peuvent se procurer les documents pertinents, à compter de ce jour au comptoir Accès Ville-Marie situé au 888, boulevard De Maisonneuve Est, 5^e étage, Montréal (H2L 4S8), et ce, en payant la somme de 75 \$ (TTC) non remboursable, en argent comptant ou par chèque visé à l'ordre de la Ville de Montréal.

Les soumissions, accompagnées d'un cautionnement équivalent à 10% de leur montant total (incluant les taxes) et valide pour une période de 120 jours à compter de leur date d'ouverture, doivent être présentées en utilisant les formulaires et l'enveloppe fournis; elles seront reçues jusqu'à 11 heures, le 6 octobre 2005, au comptoir Accès Ville-Marie mentionné précédemment et ouvertes en public immédiatement après.

L'Arrondissement ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers les soumissionnaires.

Pour toute information, veuillez communiquer avec monsieur Luc Major, ingénieur, au 868-4528.

Montréal, le 21 septembre 2005
Susan McKercher
Secrétaire d'arrondissement